

Bruxelles, le 4 mai 2007

n° 2007/1

NOTE POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL

Objet : Absences pour maladie/accident

Un nouveau régime en matière d'absence pour maladie/accident et de contrôles de ces absences a été mis en place. L'arrêté royal du 17/01/2007 ci-joint, publié au MB le 19/02/2007, apporte en effet des modifications à diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle des absences pour maladie des membres du personnel de l'État et relatives aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État. Néanmoins toutes les modalités pratiques ne sont pas encore opérationnelles. Dès lors, il y a lieu pour l'instant de se référer également aux directives de Medex¹ (cf. site de Medex et intranet du CNT) étant donné que certaines dispositions pratiques diffèrent encore selon qu'il s'agit d'une administration de la fonction publique fédérale ou d'une administration affiliée. En vertu du Statut du personnel du Secrétariat du Conseil national du Travail, les membres du personnel sont soumis au contrôle du Medex. Le Conseil national du Travail est considéré comme une administration affiliée.

Ci-après figure un aperçu des principaux points de ce nouveau régime.

1. Avertissement

L'agent statutaire ou contractuel empêché de se rendre au travail pour cause de maladie ou d'accident est tenu d'informer immédiatement son employeur selon les modalités prévues (prévenir le Service Administration de préférence avant 9h30).

¹ MEDEX = Administration de l'Expertise médicale, successeur du SSA (Service de santé administratif)

2. Certificat médical

a) Absence d'une durée supérieure à un jour

L'agent est tenu d'envoyer le plus rapidement possible un certificat médical au centre régional de MEDEX dont il relève, et ce par pli affranchi au tarif lettre. Le certificat modèle est disponible sur le site de MEDEX ainsi que sur l'intranet du CNT.

Si, à l'issue de la période d'absence indiquée sur le certificat, l'agent ne se sent pas rétabli, il introduit un nouveau certificat médical et informe son employeur de la prolongation du congé de maladie.

Attention : les agents contractuels doivent également appliquer dès le début du congé de maladie les prescriptions en vigueur dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités.

b) Absence ne comportant qu'un seul jour

Un membre du personnel peut être absent par suite de maladie ou d'accident sans certificat médical pour une durée d'un seul jour à deux reprises par année civile. Un certificat médical est cependant requis à partir de la 3^e absence d'un jour.

Le Service Administration avertira l'agent par mail au moment où il a épuisé ces deux jours autorisés d'absence sans certificat.

Les absences d'un jour intervenues avant le 1^{er} mai 2007 ne seront pas prises en compte dans le cadre de l'application du nouveau régime.

RAPPEL : Code CNT à mentionner sur le certificat : 2410

3. Contrôle des absences

Actuellement et dans les faits, le contrôle des absences est effectué par MEDEX à la demande de l'employeur. Cette règle n'est pas modifiée par le nouveau cadre légal.

Le contrôle a lieu au domicile ou au lieu de résidence de l'agent si celui-ci ne peut se déplacer ou au centre médical dont il dépend. Le contrôle peut intervenir à tout moment de l'absence, dès le 1^{er} jour d'absence et jusqu'au dernier. L'agent ne peut refuser l'examen médical.

Cas particulier : si l'agent statutaire malade désire se rendre à l'étranger, il doit préalablement obtenir l'autorisation de MEDEX. L'agent contractuel doit, quant à lui, demander l'avis du médecin-conseil de sa mutuelle.

4. Décisions du médecin-contrôleur

Le médecin-contrôleur peut constater que l'absence est médicalement :

- justifiée ;
- justifiée pour une période plus courte ou non justifiée ; dans ces cas, l'agent doit reprendre le travail respectivement à la date fixée par le médecin-contrôleur ou le jour ouvrable suivant.

En cas de contestation, une procédure de recours est prévue (cf. directives du Medex - administration affiliée).

5. Conséquences sur la situation administrative

L'agent statutaire est de plein droit en non-activité,

- s'il omet d'introduire un certificat médical ;
- s'il refuse ou rend impossible le contrôle médical ;
- si l'absence est médicalement non justifiée.

L'agent contractuel se voit, quant à lui, refuser le salaire garanti dans les cas visés ci-avant.

Il en va de même en cas de maladie d'un jour si l'agent n'introduit pas de certificat médical et que le médecin-contrôleur estime, après examen médical, que l'absence est médicalement non justifiée. Néanmoins, pour éviter cette mise en non-activité, l'agent peut demander à sa hiérarchie la conversion de ce jour de non-activité en jour de vacances annuelles.

Art. 3. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Notes

(1) Références au *Moniteur belge*.

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par l'arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, err. 8 octobre 1996.

AR/CIR 92 - Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrêté royal du 22 octobre 1993, *Moniteur belge* du 29 octobre 1993.

Arrêté royal du 18 février 1994, *Moniteur belge* du 26 février 1994.

Arrêté royal du 20 mars 1995, *Moniteur belge* du 13 mai 1995.

Arrêté royal du 6 mars 1996, *Moniteur belge* du 19 mars 1996.

Arrêté royal du 26 février 1997, *Moniteur belge* du 13 mars 1997.

Arrêté royal du 17 décembre 1998, *Moniteur belge* du 26 janvier 1999.

Arrêté royal du 29 octobre 1999, *Moniteur belge* du 7 décembre 1999.

Arrêté royal du 23 novembre 2000, *Moniteur belge* du 12 décembre 2000.

Arrêté royal du 4 février 2002, *Moniteur belge* du 13 février 2002.

Arrêté royal du 23 janvier 2003, *Moniteur belge* du 6 février 2003, deuxième édition.

Arrêté royal du 30 juillet 2003, *Moniteur belge* du 29 août 2003, troisième édition.

Arrêté royal du 16 juin 2004, *Moniteur belge* du 24 juin 2004, deuxième édition.

Arrêté royal du 13 juin 2005, *Moniteur belge* du 17 juin 2005, deuxième édition.

Arrêté royal du 19 mai 1996, *Moniteur belge* du 29 mai 2006.

Art. 3. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*.

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, err. 8 oktober 1996.

KB/WIB 92 - Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 22 oktober 1993, *Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 1993.

Koninklijk besluit van 18 februari 1994, *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 1994.

Koninklijk besluit van 20 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 13 mei 1995.

Koninklijk besluit van 6 maart 1996, *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1996.

Koninklijk besluit van 26 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 13 maart 1997.

Koninklijk besluit van 17 december 1998, *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 1999.

Koninklijk besluit van 29 oktober 1999, *Belgisch Staatsblad* van 7 december 1999.

Koninklijk besluit van 23 november 2000, *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2000.

Koninklijk besluit van 4 februari 2002, *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 2002.

Koninklijk besluit van 23 januari 2003, *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 2003, tweede editie.

Koninklijk besluit van 30 juli 2003, *Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 2003, derde editie.

Koninklijk besluit van 16 juni 2004, *Belgisch Staatsblad* van 24 juni 2004, tweede editie.

Koninklijk besluit van 13 juni 2005, *Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2005, tweede editie.

Koninklijk besluit van 19 mei 2006, *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 2006.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 835

[C - 2006/02166]

17 JANVIER 2007. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle des absences pour maladie des membres du personnel des administrations de l'Etat et relatives aux congés et absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 835

[C - 2006/02166]

17 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit houdende wijzigingen van diverse reglementaire bepalingen betreffende de controle van afwezigheden wegens ziekte van de personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 31, remplacé par la loi du 13 juin 1999;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 4, § 2, 1°, remplacé par la loi du 20 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 106;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 45, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1981 fixant le montant des redevances dues pour certains examens médicaux effectués par l'Office médico-social de l'Etat, notamment l'article 5, modifié par l'arrêté royal du décembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 8 août 1997, 27 octobre 2000, 28 janvier 2002, 2 août 2002, 12 décembre 2002 et 3 août 2004;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 10 juin 2002, 12 décembre 2002 et 12 octobre 2005, l'article 2, l'article 12, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 12 décembre 2002 et 12 octobre 2005, l'article 17, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2002, l'article 42, les articles 47 à 49, les articles 50 à 54, modifiés par l'arrêté royal du 9 février 2001, les articles 55 à 61, les articles 62 à 65, l'article 125, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 2002 et 10 juin 2002, l'article 140, l'article 143, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2002;

Considérant le fait que l'administration a la volonté de mettre en place une réglementation claire et cohérente concernant les procédures relatives au contrôle des absences pour maladie;

Considérant que les dispositions relatives au congé et à la disponibilité pour maladie et aux prestations réduites pour maladie doivent être clarifiées et complétées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juin 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 juin 2006;

Vu le protocole n° 563 du 20 septembre 2006 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis 41.464/3 du Conseil d'Etat, donné le 24 novembre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 31, vervangen bij de wet van 13 juni 1999;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 4, § 2, 1°, vervangen bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 106;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 45, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1981 houdende vaststelling van het bedrag der retributies verschuldigd voor bepaalde geneeskundige onderzoeken die door de Sociaal-Medische Rijksdienst worden uitgevoerd, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 augustus 1997, 27 oktober 2000, 28 januari 2002, 2 augustus 2002, 12 december 2002 en 3 augustus 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1999, 10 juni 2002, 12 december 2002 en 12 oktober 2005, op artikel 2, op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1999, 12 december 2002 en 12 oktober 2005, op artikel 17, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2002, op artikel 42, op artikelen 47 tot 49, op de artikelen 50 tot 54, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 februari 2001, op de artikelen 55 tot 61, op de artikelen 62 tot 65, op artikel 125, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 2002 en 10 juni 2002, op artikel 140, op artikel 143, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 2002;

Overwegende dat de overheid wil komen tot een duidelijke en coherente regelgeving met betrekking tot de procedures rond de controle van de afwezigheden wegens ziekte;

Overwegende dat de bepalingen inzake het verlof en de beschikbaarheid wegens ziekte en de verminderde prestaties wegens ziekte dienen verduidelijkt en aangevuld te worden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juni 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 23 juni 2006;

Gelet op het protocol nr. 563 van 20 september 2006 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op advies 41.464/3 van de Raad van State, gegeven op 24 november 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat*

Article 1^{er}. L'article 106 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, est complété comme suit :

« 7^o lorsqu'il s'absente de son service sans avoir obtenu un congé ou une dispense de service. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux*

Art. 2. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de l'arrêté royal du 11 février 1991 fixant les droits individuels pécuniaires des personnes engagées par contrat de travail dans les services publics fédéraux est complété comme suit :

« c) d'une absence du service sans avoir reçu à cet effet un congé ou une dispense de service. »

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat*

Art. 3. L'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 10 juin 2002, 12 décembre 2002 et 12 octobre 2005, est complété comme suit :

« 11^o à la communication au service d'une absence par suite de maladie ou d'accident, en application de l'article 61, à l'exception de l'alinéa 4, et à la possibilité pour le membre du personnel de choisir l'utilisation d'un jour de congé annuel de vacances dans le cas d'une absence injustifiée d'un jour, en application de l'article 62, § 2, alinéa 6. »

Art. 4. L'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier, on entend par jours ouvrables tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés, visés à l'article 14, § 1^{er}, pour l'application de l'article 52, alinéa 1^{er}, de l'article 53, § 2, des articles 62 et 63. »

Art. 5. Dans l'article 12, § 1^{er}, alinéa 4, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999 et 12 décembre 2002, le mot « féminin » est supprimé.

Art. 6. L'article 17, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ces congés sont accordés pour une période qui correspond à la durée normale du stage ou de la période d'essai. Si le statut ne prévoit pas de stage ni de période d'essai, la durée maximum de ces congés est limitée à 2 ans. »

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel*

Artikel 1. Artikel 106 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel wordt aangevuld als volgt :

« 7^o wanneer de ambtenaar afwezig is van zijn dienst zonder dat hij een verlof of dienstvrijstelling gekregen heeft. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten*

Art. 2. Artikel 3, § 1, tweede lid, 2^o, van het koninklijk besluit van 11 februari 1991 tot vaststelling van de individuele geldelijke rechten van de personen bij arbeidsovereenkomst aangeworven in de federale overheidsdiensten wordt aangevuld als volgt :

« c) uit een afwezigheid van de dienst zonder dat men daar een verlof of dienstvrijstelling voor gekregen heeft. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen*

Art. 3. Artikel 1, § 3, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 26 mei 1999, 10 juni 2002, 12 december 2002 en 12 oktober 2005, wordt aangevuld als volgt :

« 11^o het verwittigen van de dienst van een afwezigheid ten gevolge van een ziekte of een ongeval, in toepassing van artikel 61, met uitzondering van het vierde lid, en de mogelijkheid voor het personeelslid om te opteren voor het gebruik van één dag jaarlijks vakantieverlof in het geval van een ongerechtvaardigde afwezigheid van één dag, in toepassing van artikel 62, § 2, zesde lid. »

Art. 4. Artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de bepalingen van het eerste lid, wordt onder werkdagen verstaan alle dagen met uitzondering van de zaterdagen, zondagen en feestdagen, bedoeld in artikel 14, § 1, voor de toepassing van artikel 52, eerste lid, artikel 53, § 2, artikel 62 en 63. »

Art. 5. In artikel 12, § 1, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 26 mei 1999 en 12 december 2002, wordt het woord « vrouwelijk » geschrapt.

Art. 6. Artikel 17, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Dit verlof wordt toegestaan voor de normale duur van de stage of van de proefperiode. Indien het statuut geen stage of proefperiode voorziet is de maximumduur van dit verlof beperkt tot 2 jaar. »

Art. 7. Dans l'article 42, § 1^{er}, 2^o du même arrêté, les mots « à l'article 46 » sont remplacés par les mots « aux articles 46 et 47 ».

Art. 8. L'article 47 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les jours de congé de maladie accordés à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont l'agent a été victime chez un précédent employeur, ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que l'agent peut encore obtenir en vertu de l'article 41, pour autant que l'agent continue à bénéficier, pendant toute la période d'incapacité temporaire de travail, des indemnités visées à l'article 22 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, à l'article 34 des lois relatives à la réparation des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 ou par toute norme équivalente. »

Art. 9. Dans l'article 48 du même arrêté, les mots « l'article 112, alinéa 1^{er}, 2^o » sont remplacés par les mots « l'article 112, § 3, 4^o ».

Art. 10. L'article 49 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. L'agent absent pour maladie ou accident est sous le contrôle médical de l'administration visée à l'alinéa 3, conformément aux articles 62 à 64.

Sans préjudice des dispositions applicables au membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail, le membre du personnel absent pour maladie ou accident se trouve sous le contrôle médical de l'administration visée à l'alinéa 3.

L'Administration de l'expertise médicale est désignée pour contrôler les absences par suite de maladie ou d'accident. »

Art. 11. L'article 50 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 février 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 50. En vue de se réadapter au rythme normal de travail, un agent peut exercer ses fonctions par prestations réduites pour maladie. Ces prestations réduites doivent succéder directement à une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours.

Les absences d'un agent pendant cette période sont assimilées à une période d'activité de service.

Les prestations réduites s'effectuent chaque jour. »

Art. 12. Dans l'article 51 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 février 2001, les mots « l'Office médico-social de l'Etat » sont remplacés par les mots « l'Administration de l'expertise médicale ».

Art. 13. L'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 février 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. L'agent absent pour cause de maladie qui désire bénéficier de prestations réduites pour cause de maladie ou d'une prorogation visée à l'article 54, alinéa 2, doit avoir obtenu l'avis du médecin de l'Administration de l'expertise médicale au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

Cet agent doit produire un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail. »

Art. 7. In artikel 42, § 1, 2^o van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 46 » vervangen door de woorden « artikel 46 en 47 ».

Art. 8. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De verlofdagen wegens ziekte ingevolge een arbeidsongeval dat of een beroepsziekte die de ambtenaar overkomen is bij een vorige werkgever, worden niet in aanmerking genomen om het aantal verlofdagen te bepalen dat de ambtenaar nog krachtens artikel 41 kan krijgen, voor zover dat de ambtenaar vergoedingen blijft genieten voor de ganse periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid, bedoeld in artikel 22 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, in artikel 34 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970 of in iedere equivalente norm. »

Art. 9. In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 112, 2^o » vervangen door de woorden « artikel 112, § 3, 4^o ».

Art. 10. Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 49. De ten gevolge van ziekte of ongeval afwezige ambtenaar staat onder het geneeskundig toezicht van het in het derde lid bedoelde bestuur, overeenkomstig de artikelen 62 tot 64.

Onverminderd de op het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelslid van toepassing zijnde bepalingen, staat het personeelslid dat afwezig is ten gevolge van ziekte of ongeval onder het geneeskundig toezicht van het in het derde lid bedoelde bestuur.

Het Bestuur van de medische expertise wordt aangewezen om de controle uit te voeren op de afwezigheden ten gevolge van ziekte of ongeval. »

Art. 11. Artikel 50 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 50. Met het oog op zich opnieuw aan te passen aan het normale arbeidsritme, kan een ambtenaar zijn ambt met verminderde prestaties wegens ziekte uitoefenen. Deze verminderde prestaties moeten onmiddellijk aansluiten bij een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van tenminste dertig dagen.

De afwezigheden van een ambtenaar tijdens deze periode worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De verminderde prestaties worden elke dag verricht. »

Art. 12. In artikel 51 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 2001, worden de woorden « de sociaal-medische rijksdienst » vervangen door de woorden « het Bestuur van de medische expertise ».

Art. 13. Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 februari 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. De wegens ziekte afwezige ambtenaar die verminderde prestaties wegens ziekte of een verlenging bedoeld in artikel 54, tweede lid, wenst te genieten, dient het advies verkregen te hebben van de arts van het Bestuur van de medische expertise ten minste vijf werkdagen voor de aanvang van de verminderde prestaties.

Deze ambtenaar dient een geneeskundig getuigschrift en een plan voor reïntegratie voor te leggen van zijn behandelend arts. In het plan voor reïntegratie vermeldt de behandelend arts de vermoedelijke datum van de volledige werkhervatting. »

Art. 14. L'article 53 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. § 1^{er}. Le médecin désigné par l'Administration de l'expertise médicale pour examiner l'agent se prononce sur l'aptitude physique de celui-ci à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales. Celui-ci remet aussi rapidement que possible, éventuellement après consultation de celui qui délivre le certificat médical visé à l'article 52, ses constatations écrites à l'agent. Si l'agent ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin de l'Administration de l'expertise médicale, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité.

§ 2. Dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations par le médecin de l'Administration de l'expertise médicale, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical et de commun accord, un médecin-arbitre. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toutes autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure, ainsi que les éventuels frais de déplacement de l'agent, sont à charge de la partie perdante.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin de l'Administration de l'expertise médicale. L'Administration de l'expertise médicale et l'agent en sont immédiatement avertis par écrit, par lettre recommandée à la poste, par le médecin-arbitre. »

Art. 15. L'article 54 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 février 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. L'agent peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales pour une période de trente jours calendrier au maximum.

Toutefois, des prorogations peuvent être accordées pour une période ayant au maximum la même durée, si l'Administration de l'expertise médicale estime, lors d'un nouvel examen, que l'état de santé de l'agent le justifie. Les dispositions de l'article 53 sont applicables.

A chaque examen, l'Administration de l'expertise médicale décide quel est le régime de travail le mieux approprié. »

Art. 16. Le chapitre IX du même arrêté, comprenant les articles 55 à 68, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IX. — Disponibilité pour maladie

Art. 55. La mise en disponibilité des agents pour maladie est prononcée par le président du comité de direction, le secrétaire général ou par le chef d'administration auquel il a délégué ce pouvoir.

Art. 56. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 46, l'agent qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congé accordés en vertu de l'article 41 se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie.

§ 2. L'agent garde ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

§ 3. Les articles 47 et 62 à 64 sont applicables à l'agent en disponibilité pour maladie.

Art. 14. Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. § 1. De arts die door het Bestuur van de medische expertise is aangewezen om de ambtenaar te onderzoeken, spreekt zich uit over diens lichaamsgeschiktheid om zijn ambt ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties weder op te nemen. Deze overhandigt zo spoedig mogelijk, eventueel na raadpleging van diegene die het in artikel 52 bedoelde geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd, zijn bevindingen schriftelijk aan de ambtenaar. Indien de ambtenaar op dat ogenblik kenbaar maakt dat hij niet akkoord gaat met de bevindingen van de arts van het Bestuur van de medische expertise, wordt dit door deze laatste vermeld op voornoemd geschrift.

§ 2. Binnen twee werkdagen na de overhandiging van de bevindingen door de arts van het Bestuur van de medische expertise, kan de meest belanghebbende partij met het oog op het beslechten van het medische geschil en in onderling akkoord een arts-scheidsrechter aanwijzen. Indien geen akkoord kan worden bereikt binnen de twee werkdagen kan de meest belanghebbende partij met het oog op het beslechten van het medisch geschil een arts-scheidsrechter aanwijzen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controle geneeskunde en voorkomt op de lijst die in uitvoering van voornoemde wet werd vastgesteld.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslist in het medisch geschil binnen drie werkdagen na zijn aanwijzing. Alle andere vaststellingen blijven onder het beroepsgeheim.

De kosten van deze procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van de ambtenaar, vallen ten laste van de verliezende partij

De arts-scheidsrechter brengt diegene die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd en de arts van het Bestuur van de medische expertise op de hoogte van zijn beslissing. Het Bestuur van de medische expertise en de ambtenaar worden onmiddellijk schriftelijk bij een ter post aangetekende brief verwittigd door de arts-scheidsrechter. »

Art. 15. Artikel 54 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 februari 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. Een ambtenaar zal zijn ambt opnieuw kunnen opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum dertig kalenderdagen.

Nochtans mogen verlengingen worden toegestaan voor ten hoogste dezelfde periode, indien het Bestuur van de medische expertise bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van de ambtenaar dit wettigt. De bepalingen van artikel 53 zijn van toepassing.

Bij elk onderzoek oordeelt het Bestuur van de medische expertise welk arbeidsstelsel het meest geschikt is. »

Art. 16. Hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 55 tot 68, wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK IX. — Disponibiliteit wegens ziekte

Art. 55. De beschikbaarheid wegens ziekte wordt uitgesproken door de voorzitter van het directiecomité of de secretaris-generaal of door het hoofd van het bestuur aan wie hij deze bevoegdheid heeft toegekend.

Art. 56. § 1. Onverminderd artikel 46 is de ambtenaar die wegens ziekte afwezig is na het maximum aantal verlofdagen hem toegekend bij artikel 41, van rechtswege in beschikbaarheid wegens ziekte.

§ 2. Hij behoudt zijn recht op bevordering en op bevordering in zijn weddeschaal.

§ 3. De artikelen 47 en 62 tot 64 zijn van toepassing op de ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte.

Art. 57. L'agent en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'incapacité physique.

Le traitement d'attente est établi sur base du dernier traitement d'activité, revu, s'il y échet, en application de l'article 9 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux.

En cas de cumul de fonctions, le traitement d'attente n'est accordé qu'en raison de la fonction principale.

Art. 58. Par dérogation à l'article 57, l'agent en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si la maladie dont il souffre est reconnue par l'Administration de l'expertise médicale comme une maladie grave et de longue durée. Le médecin de l'Administration de l'expertise médicale détermine la date d'ouverture du droit.

Art. 59. La disponibilité pour maladie ne met pas fin aux régimes de l'interruption de la carrière professionnelle visés au chapitre XIII, ni au congé pour prestations réduites visé au chapitre XIV, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Pour l'application de l'article 58, le dernier traitement d'activité est celui qui était dû en raison du régime de prestations qui était celui appliqué au moment où l'agent s'est trouvé en disponibilité.

Art. 60. § 1^{er}. Le ministre décide, selon les nécessités du service, si l'emploi dont était titulaire l'agent en disponibilité, doit être considéré comme vacant.

Il peut prendre cette décision dès que la disponibilité de l'agent atteint un an.

§ 2. La décision ministérielle visée au § 1^{er} doit être précédée de l'avis du président du comité de direction ou du secrétaire général dont il relève. »

Art. 17. Il est inséré dans le même arrêté un chapitre IXbis rédigé comme suit :

« CHAPITRE IXbis. — Contrôle des absences
par suite de maladie ou d'accident

Art. 61. L'agent, qui, par suite de maladie ou accident, est empêché d'exercer normalement sa fonction, est tenu d'informer l'autorité dont il relève immédiatement selon des modalités fixées par le président du comité de direction ou le secrétaire général.

Pour une absence pour maladie ou accident d'une durée supérieure à un jour, l'agent doit introduire le plus rapidement possible un certificat médical auprès de l'Administration de l'expertise médicale. Le certificat médical mentionne la maladie, la durée probable de celle-ci, la résidence de l'agent et si l'agent peut se déplacer ou non en vue d'un contrôle.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, l'agent introduit immédiatement un certificat médical auprès de l'Administration de l'expertise médicale lorsque l'absence par suite de maladie ou d'accident ne comporte qu'un seul jour et qu'à deux reprises au cours de l'année civile en cours, l'agent a déjà été absent par suite de maladie ou d'accident pour une durée d'un seul jour.

Art. 57. De ambtenaar die in beschikbaarheid wegens ziekte is, ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn laatste activiteitswedde.

Het bedrag van dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen indien de sociale-zekerheidsregeling op hem toepasselijk was geweest sinds het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij zou verkregen hebben indien hij, op de datum van zijn indisponibiliteitsstelling, tot de vervroegde oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid was toegelaten.

Het wachtgeld wordt vastgesteld op grondslag van de laatste activiteitswedde, in voorkomend geval herzien bij toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der federale overheidsdiensten.

In geval van cumulatie van betrekkingen wordt het wachtgeld slechts toegekend op grond van het hoofdbambt.

Art. 58. In afwijking van artikel 57, ontvangt de ambtenaar die in beschikbaarheid wegens ziekte is een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde indien de ziekte waaraan hij lijdt door het Bestuur van de medische expertise als een ernstige en langdurige ziekte wordt erkend. De arts van het Bestuur van de medische expertise bepaalt de aanvangsdatum van het recht.

Art. 59. De beschikbaarheid wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking bedoeld in hoofdstuk XIII, noch aan het verlof voor verminderde prestaties bedoeld in hoofdstuk XIV, noch aan de stelsels van halftijdse vervroegde uittreding en van vrijwillige vierdagenweek zoals bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de arbeidsherverdeling in de openbare sector.

Voor de toepassing van artikel 58, is de laatste activiteitswedde deze, welke verschuldigd was overeenkomstig het prestatiestelsel op het ogenblik waarop de ambtenaar zich in beschikbaarheid bevond.

Art. 60. § 1. De minister beslist, volgens de behoeften van de dienst, of de betrekking waarvan de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar titularis was, als vacant moet worden beschouwd.

Hij kan die beslissing nemen zodra de beschikbaarheid van de ambtenaar één jaar bereikt.

§ 2. Aan de in § 1 bedoelde ministeriële beslissing moet het advies van de voorzitter van het directiecomité of van de secretaris-generaal voorafgaan. »

Art. 17. Een hoofdstuk IXbis wordt ingevoegd in hetzelfde besluit, luidende :

« HOOFDSTUK IXbis. — Controle op de afwezigheden
tengevolge van ziekte of ongeval

Art. 61. De ambtenaar, die wegens ziekte of ongeval verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, is verplicht de overheid waaronder hij ressorteert, hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen volgens de modaliteiten bepaald door de voorzitter van het directiecomité of de secretaris-generaal.

Voor een afwezigheid wegens ziekte of ongeval die langer duurt dan één dag, dient de ambtenaar zo snel mogelijk een geneeskundig getuigschrift in te dienen bij het Bestuur van de medische expertise. Het geneeskundig getuigschrift maakt melding van de ziekte, de waarschijnlijke duur ervan, de verblijfplaats van de ambtenaar en of de ambtenaar zich met het oog op de controle al dan niet naar een andere plaats mag begeven.

In afwijking van de bepalingen van het tweede lid, dient de ambtenaar onmiddellijk een geneeskundig getuigschrift in bij het Bestuur van de medische expertise wanneer de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval maar één dag bedraagt en wanneer de ambtenaar tijdens het lopende kalenderjaar reeds twee maal afwezig geweest is ten gevolge van ziekte of ongeval met een duur van één dag.

Si l'agent omet d'introduire un certificat médical auprès de l'Administration de l'expertise médicale conformément aux dispositions du présent article, il se trouve de plein droit en non-activité.

Art. 62. § 1^{er}. L'agent est tenu de recevoir le médecin désigné par l'Administration de l'expertise médicale satisfaisant aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, dénommé ci-après médecin-contrôleur, ou de répondre à la convocation lui demandant de se présenter auprès de ce médecin-contrôleur. L'agent ne peut pas refuser l'examen médical.

Le contrôle de l'agent peut se faire à la demande de l'autorité dont relève l'agent ou à l'initiative de l'Administration de l'expertise médicale.

Le contrôle de l'agent peut se faire à partir du premier jour d'absence et pendant la totalité de la période d'absence par suite de maladie ou d'accident.

L'examen médical a lieu au domicile ou au lieu de résidence de l'agent. En cas d'absence de l'agent, le médecin-contrôleur laisse un is priant l'agent de se présenter à l'heure mentionnée auprès du médecin-contrôleur. L'agent qui peut quitter son domicile ou son lieu de résidence, peut également être convoqué par l'Administration de l'expertise médicale pour se présenter auprès du médecin-contrôleur en vue d'un examen.

L'agent qui refuse ou rend impossible l'exécution de l'examen médical par le médecin-contrôleur est placé de plein droit en non-activité.

§ 2. Le médecin-contrôleur vérifie si l'absence par suite de maladie ou d'accident est justifiée et peut constater tout au plus à cet égard que :

1° l'absence par suite de maladie ou d'accident est médicalement justifiée,

2° l'absence par suite de maladie ou d'accident est médicalement justifiée pour une période plus courte que celle mentionnée sur le certificat médical;

3° l'absence par suite de maladie ou d'accident est médicalement injustifiée.

Le médecin-contrôleur exerce sa mission conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle.

Le médecin-contrôleur remet immédiatement, éventuellement après consultation de celui qui délivre le certificat médical visé à l'article 61, ses constatations écrites à l'agent. Si l'agent ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin-contrôleur, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3° la reprise du travail prend respectivement cours à la date fixée par le médecin-contrôleur ou, sans préjudice de l'article 63, le premier jour suivant celui de l'examen.

Lorsque l'agent est absent par suite de maladie ou d'accident, un jour et qu'il ne s'est pas fait examiner par un médecin et que le médecin-contrôleur estime après examen médical que l'absence par suite de maladie ou d'accident n'est pas justifiée, l'agent se trouve de plein droit en non-activité.

L'agent peut toutefois choisir l'utilisation d'un jour de congé annuel de vacances avec l'accord du président du comité de direction ou du secrétaire général ou de son délégué pour une absence d'un jour pour laquelle l'agent ne s'est pas fait examiner par un médecin lorsque le médecin-contrôleur a estimé que l'absence par suite de maladie ou d'accident n'est pas justifiée. »

Indien de ambtenaar het nalaat van een geneeskundig getuigschrift in te dienen bij het Bestuur van de medische expertise overeenkomstig de bepalingen van dit artikel, dan bevindt hij zich van rechtswege in non-activiteit.

Art. 62. § 1. De ambtenaar is verplicht de arts aangeduid door het Bestuur van de medische expertise, die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controle geneeskunde, hierna de controlearts, te ontvangen of in te gaan op de oproep om zich aan te melden bij de controlearts. De ambtenaar kan het medisch onderzoek niet weigeren.

De controle van de ambtenaar kan gebeuren op vraag van de overheid waaronder de ambtenaar ressorteert of op initiatief van het Bestuur van de medische expertise.

De controle van de ambtenaar kan gebeuren vanaf de eerste dag van de afwezigheid en tijdens de volledige periode van de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval.

Het medisch onderzoek vindt plaats in de woon- of verblijfplaats van de ambtenaar. Bij afwezigheid van de ambtenaar, laat de controlearts bericht achter waarin de ambtenaar wordt verzocht zich op het vermelde uur aan te melden bij de controlearts. De ambtenaar die de woon- of verblijfplaats mag verlaten, kan door het Bestuur van de medische expertise eveneens opgeroepen worden om zich voor een onderzoek aan te melden bij de controlearts.

De ambtenaar die het medisch onderzoek weigert of die het de controlearts onmogelijk maakt om het medisch onderzoek uit te voeren wordt van rechtswege in non-activiteit geplaatst.

§ 2. De controlearts gaat na of de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval gerechtvaardigd is en kan daarbij hoogstens constateren dat :

1° de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval medisch gerechtvaardigd is,

2° de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval medisch gerechtvaardigd is voor een kortere periode dan vermeld werd in het geneeskundig getuigschrift;

3° de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval medisch ongerechtvaardigd is.

De controlearts oefent zijn opdracht uit overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controle geneeskunde.

De controlearts overhandigt onmiddellijk, eventueel na raadpleging van diegene die het in artikel 61 bedoelde geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd, zijn bevindingen schriftelijk aan de ambtenaar. Indien de ambtenaar op dat ogenblik kenbaar maakt dat hij niet akkoord gaat met de bevindingen van de controlearts, wordt dit door deze laatste vermeld op voornoemd geschrift.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° gaat de werkhervatting in respectievelijk op de door de controlearts vastgestelde datum of, onverminderd artikel 63, op de eerste dag volgend op het onderzoek.

Wanneer de ambtenaar één dag afwezig is ten gevolge van ziekte of ongeval en geen arts heeft geraadpleegd, en de controlearts oordeelt na medisch onderzoek dat de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval niet gerechtvaardigd is, dan bevindt de ambtenaar zich van rechtswege in non-activiteit.

Niettemin kan de ambtenaar opteren voor het gebruik van één dag jaarlijks vakantieverlof met akkoord van de voorzitter van het directiecomité of de secretaris-generaal of diens afgevaardigde voor een afwezigheid van één dag waarvoor de ambtenaar geen arts geraadpleegd heeft wanneer de controlearts geoordeeld heeft dat de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval ongerechtvaardigd is. »

Art. 63. Dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations par le médecin de l'Administration de l'expertise médicale, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical et de commun accord, un médecin-arbitre. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, la partie la plus intéressée peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

L'Administration de l'expertise médicale peut donner au médecin-contrôleur et l'agent peut donner à celui qui a rédigé le certificat médical, un mandat exprès pour la désignation du médecin-arbitre.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toutes autres constatations demeurent couvertes par le secret professionnel.

Si le médecin-arbitre prend une décision négative, la période entre la date de reprise du travail fixée par le médecin-contrôleur et la date de la décision du médecin-arbitre, est convertie en non-activité.

Les frais de cette procédure, ainsi que les éventuels frais de déplacement de l'agent, sont à charge de la partie perdante.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin-contrôleur. L'Administration de l'expertise médicale et l'agent sont avertis par écrit, par lettre recommandée à la poste.

Art. 64. Lorsqu'un agent veut séjourner à l'étranger pendant une absence par suite de maladie ou accident, il doit recevoir à cet effet, l'autorisation préalable de l'Administration de l'expertise médicale. »

Art. 18. L'article 125, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 2002, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le congé d'adoption, le congé d'accueil, le congé de maternité et le congé de paternité mettent fin aux régimes d'interruption de carrière à temps plein et à mi-temps. »

Art. 19. A l'article 140 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, alinéa 3, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Une modification du calendrier de travail pendant une période de prestations réduites en cours, doit toujours prendre cours le premier jour du mois. »

2° le § 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 3. L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

L'agent qui désire bénéficier de prestations réduites pour convenance personnelle en application du présent article, communique à l'autorité dont il relève, la date à laquelle les prestations réduites prendront cours ainsi que leur durée. Cette communication se fait par écrit au moins trois mois avant le début des prestations réduites, à moins que l'autorité, à la demande de l'intéressé, n'accepte une période plus courte.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours. »

Art. 20. L'article 143, 1°, du même arrêté, est remplacé par le texte suivant :

« 1° congé de maternité, de paternité, congé parental, congé d'adoption et congé d'accueil; ».

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 21. L'article 5 de l'arrêté royal du 27 avril 1981 fixant le montant des redevances dues pour certains examens médicaux effectués par l'Administration de l'expertise médicale, modifié par l'arrêté royal du 27 avril 1994, est abrogé.

Art. 22. L'article 45 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 45, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 1998, est abrogé.

Art. 63. Binnen twee werkdagen na de overhandiging van de bevindingen door de controlearts, kan de meest belanghebbende partij met het oog op het beslechten van het medische geschil en in onderling akkoord een arts-scheidsrechter aanwijzen. Indien geen akkoord kan worden bereikt binnen de twee werkdagen kan de meest belanghebbende partij met het oog op het beslechten van het medisch geschil een arts-scheidsrechter aanwijzen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde en voorkomt op de lijst die in uitvoering van voornoemde wet werd vastgesteld.

Het Bestuur van de medische expertise kan de controlearts en de ambtenaar kan diegene die hem het geneeskundig getuigschrift overhandigd heeft, uitdrukkelijk machtiging geven om de arts-scheidsrechter aan te wijzen.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslist in het medisch geschil binnen drie werkdagen na zijn aanwijzing. Alle andere vaststellingen blijven onder het beroepsgeheim.

Indien de arts-scheidsrechter een negatieve beslissing neemt, wordt de periode tussen de datum van werkherhvatting bepaald door de controlearts en de datum van de beslissing van de arts-scheidsrechter, omgezet in non-activiteit.

De kosten van deze procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van de ambtenaar, vallen ten laste van de verliezende partij.

De arts-scheidsrechter brengt diegene die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd en de controlearts op de hoogte van zijn beslissing. Het Bestuur van de medische expertise en de ambtenaar worden schriftelijk bij een ter post aangetekende brief verwittigd.

Art. 64. Wanneer een ambtenaar tijdens een afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval in het buitenland wil verblijven, dient hij hiervoor voorafgaand de toestemming te krijgen van het Bestuur van de medische expertise. »

Art. 18. Artikel 125, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Het adoptieverlof, het opvangverlof, het moederschapsverlof en het vaderschapsverlof stellen een einde aan de stelsels van voltijdse en halftijdse loopbaanonderbreking. »

Art. 19. In artikel 140 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, derde lid, wordt aangevuld als volgt :

« Een wijziging van de werkalender tijdens een lopende periode van verminderde prestaties moet steeds ingaan op de eerste dag van de maand. »

2° § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De machtiging om verminderde prestaties te leveren wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

De ambtenaar die verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid wenst te genieten bij toepassing van dit artikel, deelt aan de overheid onder welke hij ressorteert de datum mee waarop de verminderde prestaties zullen aanvangen en de duur ervan. Die mededeling gebeurt schriftelijk minstens drie maanden vóór de aanvang van de verminderde prestaties, tenzij de overheid op verzoek van de betrokkene een kortere periode aanvaardt.

Voor elke verlenging wordt een aanvraag van de betrokken ambtenaar vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van het lopende verlof worden ingediend. »

Art. 20. Artikel 143, 1°, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

« 1° moederschapsverlof, vaderschapsverlof, ouderschapsverlof, adoptieverlof en opvangverlof; ».

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 21. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 april 1981 houdende vaststelling van het bedrag der retributies verschuldigd voor bepaalde geneeskundige onderzoeken die door het Bestuur van de medische expertise worden uitgevoerd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1994, wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 45 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 1998, wordt opgeheven.

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007, à l'exception de l'article 7, qui produit ses effets le 1^{er} décembre 1998.

Art. 24. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007, met uitzondering van het artikel 7, dat uitwerking heeft met ingang van 1 december 1998.

Art. 24. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

R. 2007 — 836

[C — 2007/00044]

18 JANVIER 2007. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de certaines dispositions de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2000 portant des dispositions particulières concernant l'acquisition, la détention d'un dépôt, la prescription, la fourniture et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le médecin vétérinaire et concernant la détention et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le responsable des animaux

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande des articles 21, 22 et 23 de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2000 portant des dispositions particulières concernant l'acquisition, la détention d'un dépôt, la prescription, la fourniture et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le médecin vétérinaire et concernant la détention et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le responsable des animaux, établi par le Service central de traduction allemande auprès du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande des articles 21, 22 et 23 de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 2000 portant des dispositions particulières concernant l'acquisition, la détention d'un dépôt, la prescription, la fourniture et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le médecin vétérinaire et concernant la détention et l'administration de médicaments destinés aux animaux par le responsable des animaux.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 836

[C — 2007/00044]

18 JANUARI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2000 houdende bijzondere bepalingen inzake het verwerven, het in depot houden, het voorschrijven, het verschaffen en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de dierenarts en inzake het bezit en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de verantwoordelijke voor de dieren

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van de artikelen 21, 22 en 23 van het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2000 houdende bijzondere bepalingen inzake het verwerven, het in depot houden, het voorschrijven, het verschaffen en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de dierenarts en inzake het bezit en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de verantwoordelijke voor de dieren, opgemaakt door de Centrale Dienst voor Duitse vertaling bij het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van de artikelen 21, 22 en 23 van het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 2000 houdende bijzondere bepalingen inzake het verwerven, het in depot houden, het voorschrijven, het verschaffen en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de dierenarts en inzake het bezit en het toedienen van geneesmiddelen bestemd voor dieren door de verantwoordelijke voor de dieren.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE